

Industrie-Ville-Territoire en Provence

Introduction



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/114>

DOI : 10.4000/rives.114

ISBN : 978-2-8218-0006-9

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 10 juin 2000

Pagination : 7-10

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

« Industrie-Ville-Territoire en Provence », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 4 | 2000, mis en ligne le 22 juillet 2005, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rives/114> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rives.114>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Industrie-Ville-Territoire en Provence

Introduction

L'industrie : un champ de recherche émergent au sein de l'UMR

- 1 La publication d'un numéro de *Rives nord-méditerranéennes* consacré à l'industrie est un élément nouveau. Aucun des précédents numéros de la revue n'avait jusqu'à présent abordé ce thème qui constitue désormais un champ de recherche émergent au sein de l'UMR TELEMME. Au cours de ces cinq dernières années, plusieurs initiatives ont, en effet, témoigné de l'intérêt des chercheurs pour cette activité trop longtemps sous-estimée dans l'espace économique et social régional. Tout d'abord, la tenue en 1996 d'un colloque initié par les historiens sur les *rythmes et secteurs de l'industrie provençale*. Cette manifestation a contribué au renouveau de l'historiographie sur la question par une redéfinition des limites chronologiques, spatiales et sectorielles du processus d'industrialisation. Puis, en 1998, à l'initiative des géographes, la publication d'un numéro double de la revue *Méditerranée* consacré aux industries du bassin méditerranéen, soulignant la diversité des modes endogènes et exogènes d'industrialisation, et l'organisation d'un colloque sur *la redéfinition des activités industrielles* dans le contexte des mutations technologiques actuelles. Enfin, en 1999, le lancement au sein de l'UMR d'un nouveau programme sur « Les stratégies économiques et les espaces en Méditerranée (XVIIIe-XXe s.) » qui marque l'importance accordée aux logiques entrepreneuriales et à la pertinence de la composante territoriale dans la compréhension de ces logiques. La journée d'étude du 24 février 1999, qui est aujourd'hui publiée dans ce « cahier spécial », s'inscrit par conséquent dans ce courant.

La problématique : Industrie et Territoire en Provence

- 2 Le séminaire du 24/02/99 « Industrie et Territoire en Provence » avait pour but d'orienter la réflexion sur les rapports de l'industrie avec la ville, ses acteurs et ses

habitants, en croisant les approches disciplinaires et professionnelles. Trois thèmes ont dominé les débats animés par R. Courtot et N. Girard.

Thème n° 1 Quelle est l'empreinte du passé industriel de Marseille dans la réalité sociale et territoriale de la ville d'aujourd'hui? Partant d'approches différentes deux interventions posent le problème de l'identité industrielle marseillaise.

- 3 L'intervention de Philippe Mioche (historien/TELEMME) a montré que Marseille avait connu une importante industrie de l'alumine (usines de Saint-Louis et de La Barasse) qui avait disparu sans laisser de traces aussi bien dans l'historiographie que dans les paysages. Cet exemple contribue à souligner le paradoxe de la faible identité industrielle de la ville. Cette industrie venue du nord, et posant de graves problèmes d'environnement, n'a pas donné lieu à une appropriation collective dans une ville dont le mode principal de représentation est tourné vers la mer.
- 4 L'intervention de Renaud Gallimard (DGDE/ville de Marseille) a mis l'accent sur l'ensemble des contraintes qui pèsent sur la mise en valeur des zones d'activités (nouveaux critères d'implantation des entreprises, existence de périmètres aidés) et sur la réhabilitation des friches en particulier (problèmes de dépollution posés par certains sites...). En définitive, on peut constater une faible prise en compte de la dimension patrimoniale dans la politique municipale.

Thème n° 2 Quelle politique de reconversion/diversification les acteurs institutionnels ont-ils menée face à la restructuration des secteurs en déclin et aux mutations technologiques actuelles? Là aussi, partant d'approches différentes, deux textes soulignent l'émergence de nouvelles dynamiques mais le manque de cohésion des acteurs locaux.

- 5 Le texte de Manuel Tixidor et Raphaël Martins Dias (étudiants en géographie) sur La Seyne et La Ciotat témoigne, dans un contexte de fermeture brutale, des difficultés de la reconversion des hommes et du site des anciens chantiers navals. Pour l'heure, la diversification de l'économie s'est traduite par le développement de nouvelles zones d'activités dispersées dans l'arrière-pays, dans le cadre de diverses procédures (zones d'entreprises, objectif 2), mais la faible cohésion des acteurs locaux pour définir de nouveaux projets de développement reste une question cruciale. On remarque par ailleurs que la population ciotadine a du mal à reconnaître la zone Athélia (1 500 emplois, présence de GEMPLUS) comme un nouveau pôle d'activité.
- 6 Le texte de J. B. Zimmermann et Frédéric Rychen (économistes CNRS) sur la reconversion du bassin minier de Gardanne s'inscrit dans un contexte différent : celui d'une fermeture programmée et de l'émergence d'un nouveau secteur d'activité : la micro-électronique à l'est du bassin (Rousset). Là aussi, on note la multiplicité des ruptures spatiales, sociales, professionnelles, sectorielles. Après avoir présenté les modalités de développement de ce secteur totalement exogène, les auteurs mettent en évidence deux éléments : premièrement l'émergence de la micro-électronique comme nouveau secteur d'activité va bien au-delà du périmètre de reconversion et concerne

par ses effets induits l'ensemble de l'Aire Métropolitaine Marseillaise; deuxièmement, les acteurs institutionnels n'ont pris conscience que progressivement de l'importance de cette activité.

Thème n° 3 Comment les nouvelles zones d'activité, d'une part, et les nouvelles formations, d'autre part, s'intègrent au tissu urbain et industriel et participent à la définition du fait métropolitain? Deux articles abordent cette question

- 7 L'article de Lucien Tirone (géographe/TELEMME) sur la zone d'activité d'Aubagne-Gémenos décrit un espace imaginé dans le cadre du dispositif des zones d'entreprises défiscalisées mis en place après la fermeture des chantiers navals. Ce dispositif n'explique pas à lui seul le succès de cette zone qui disposait d'atouts propres (cadre paysager, accessibilité), et plus généralement du processus de desserrement de l'activité marseillaise. Le développement d'activités commerciales et d'un centre de vie, à côté des activités industrielles, a contribué à intégrer pleinement cette zone au tissu urbain.
 - 8 L'article de Sylvie Daviet (géographe/TELEMME) sur les écoles d'ingénieurs de l'AMM, montre le retard de l'académie en termes d'effectifs formés, malgré le développement récent des écoles créées par les universités. Ces créations constituent une réponse locale à une politique volontariste de l'État d'adaptation aux mutations industrielles par le développement des formations d'ingénieurs. L'ensemble du dispositif se concentre à Marseille sur les nouveaux sites de Saint-Jérôme et Château-Gombert qui réunissent 75% des jeunes ingénieurs formés dans l'aire métropolitaine, mais l'émiettement institutionnel handicape la cohérence de l'offre universitaire face à la demande industrielle.
-

INDEX

Mots-clés : aménagement, histoire, industrie, territoire

Index géographique : Midi, Marseille, Méditerranée

Index chronologique : XIXe siècle, XXe siècle